

Bâtiment Le cri d'alarme des entrepreneurs et artisans

Concurrence déloyale, fiscalité défavorable...
« Trop, c'est trop ! », s'alarment les responsables de la Fédération du bâtiment et des travaux publics du Haut-Rhin.

Un petit dessin vaut parfois mieux qu'un long discours. Et pour le coup, la fédération du bâtiment est très claire avec cette carte postale montant un « entrepreneur artisan », coiffé d'un casque, poussant difficilement une brouette dans laquelle s'entassent des parpaings estampillés « formations obligatoires », « TVA à 10 % », « 35 heures », « impôts et taxes »... Devant lui, un fringant auto-entrepreneur talonne le patron d'une « entreprise étrangère ». Tête nue, tous deux courrent en poussant des brouettes allégées par des ballons de baudruche sur lesquels on peut lire « charges faibles » et, pour le premier, « TVA

0 % » et, pour le second, « 60 heures hebdo ».

« Trop, c'est trop ! Nos brouettes seront bientôt trop lourdes », s'inquiète Pierre Macchi, président de la Fédération du bâtiment et des travaux publics (BTP) du Haut-Rhin qui, au côté de son vice-président Guy Haas, a souhaité alerter l'opinion, les élus et les pouvoirs publics sur la « déterioration de l'activité, la fragilisation de la trésorerie des entreprises et les menaces qui pèsent sur l'emploi ».

Un marché qui s'effondre

Dans un marché qui s'effondre (-17 % de mises en chantier en Alsace en 2012), les défaillances d'entreprises sont en augmentation (35 sur 700 membres, soit 5 % en 2012). En 2013, ce sont plus de 400 emplois qui, pour le seul département du Haut-Rhin, pourraient, selon la fédération du BTP, disparaître.

Deux grandes problématiques se posent aujourd'hui aux entrepre-



Entre 2011 et 2012, les mises en chantier sont passées de 11 080 à 9 226 en Alsace.

Archives Vincent Voegelin

neurs et aux artisans : la concurrence déloyale et la fiscalité. « Les mesures fiscales restrictives pluvent depuis 2011 ! Comment croire dans ces conditions que les objectifs de 500 000 logements neufs, dont 150 000 sociaux, restent envisageables, ne serait-ce que du fait du relèvement de 7 % à 10 % du taux réduit de TVA ? », interroge Pierre Macchi qui égrène les mauvaises nouvelles : « Exclusion de l'ancien pour le prêt à taux zéro, plafonnement des niches fiscales, baisses des crédits d'impôts développement durable, plus-values immobilières... »

« Le blocage du marché immobilier va peu à peu paralyser notre activité », prédit Pierre Macchi qui dénonce aussi une concurrence déloyale à travers « une délocalisation à l'envers ». « De plus en plus de chantiers sont réalisés par le biais d'une sous-traitance ou de prêts, massifs, à des sociétés de main-d'œuvre de pays tiers à des coûts très inférieurs à ceux des entreprises françaises », ajoute-t-il.

« Ce qui pêche le plus, c'est le contre », estime Guy Haas selon qui « de nombreuses entreprises étrangères qui viennent avec leur main-d'œuvre et repartent aussitôt le travail effectué ne paient même pas la TVA ».

C'est aussi pour quantifier cette concurrence déloyale qu'un observatoire de lutte contre le travail illégal a été créé en Alsace.

Laurent Bodin

Le chiffre

17

C'est, en pourcentage, la chute des mises en chantier de logements en Alsace en 2012, au nombre de 9 226, contre 11 080 l'année précédente. Les logements collectifs, qui représentaient 61 % en 2011, s'effondrent littéralement (-22 %) par rapport aux logements individuels (-9 %).

Le nombre de permis de construire délivrés s'est élevé à 16 632 l'an passé, avec une forte disparité selon les départements. Le nombre de permis pour les logements collectifs chute, au total, de 19 % sur l'Alsace et même de 29 % dans le Haut-Rhin où les permis de construire individuels baissent de 10 %, à l'inverse du Bas-Rhin, tiré par l'agglomération strasbourgeoise. Ce qui, au final, donne une augmentation régionale de +4 %.

Partenariat Transfert de technologies : un accord en faveur des PME

La société d'accélération de transfert de technologies Conectus Alsace vient de signer un accord de partenariat stratégique en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) avec Alsace BioValley, Alsace Énergie et le Pôle Véhicule du futur.

Ces quatre entités ont l'ambition commune de renforcer la compétitivité des entreprises. La finalité de cette alliance est de développer des programmes de recherche collaboratifs, mais aussi de permettre l'accès des PME à des technologies et de leur offrir un dispositif simple et lisible dans leurs relations avec la recherche publique.

« La recherche publique a une responsabilité particulière pour alimenter les entreprises en nouvelles technologies, en particuliers les PME, dont les capacités de recherche interne sont souvent plus limitées », indique le président de Conectus Alsace, Nicolas Carbone. C'est une voie majeure pour développer la compétitivité de nos entreprises par l'innovation et générer ainsi de la croissance et de la création d'emplois. »

Les quatre pôles de compétitivité alsaciens ont déjà mis en place le programme « Co-construction dans la maturation », qui permet notamment à leurs entreprises affiliées de suivre un projet susceptible de les intéresser.

Industrie Portes ouvertes à l'Afpa Alsace

L'Afpa Alsace organise une journée portes ouvertes sur les métiers de l'industrie jeudi 7 février. Ce rendez-vous destiné aux demandeurs d'emploi et aux salariés permettra, en coopération avec Pôle Emploi, dans les trois centres de formation d'Alsace (Mulhouse, Strasbourg et Soultz-sous-Forêts), de présenter les formations qui préparent aux métiers qui recrutent. Ce sera aussi l'occasion de découvrir les formations de l'Afpa (Association de formation professionnelle pour adultes) et les métiers industriels qui offrent de vrais débouchés professionnels. Quels sont les métiers industriels qui recrutent ? Quelles sont les formations qui préparent à ces métiers ? Comment rebondir après un échec scolaire ou sans diplôme ? Réponse auprès des intervenants des centres Afpa le 7 février.

■ TOUT SAVOIR Centres de Mulhouse, Strasbourg et Soultz-sous-Forêts de l'Afpa, jeudi 7 février à partir de 9 h. Site internet : www.afpa.fr

Emploi Six mois pour se former au métier d'ébéniste

Pôle Emploi propose, avec l'entreprise Soprema, une formation d'ébéniste-bardeur, du 11 mars au 6 septembre. D'une durée de 362 heures en centre de formation et de 490 heures en entreprise, cette offre est entièrement financée par la Région. Les candidats valideront leur expérience par un diplôme inscrit au répertoire national des certifications professionnelles. Chargés de réaliser des travaux d'ébénisterie sur les toits, les terrasses ou encore les canalisations, les professionnels sont très recherchés dans ce domaine. Pôle Emploi reconduira donc cette formation pour la 8^e année. « Ce métier à l'extérieur demande une aptitude physique et de la dextérité, mais il offre des débouchés et des responsabilités d'évolution », explique la responsable d'équipe à l'agence Pôle Emploi de Lingolsheim, Christine Luttenbacher.

■ TOUT SAVOIR Envoyer son CV avant le 12 février à l'agence Pôle Emploi, 20 allée des Foulons, BP 303, 67831 Lingolsheim Tanneries cedex.

Recherche Un parc qui relie l'université et les entreprises

Le Parc d'innovation d'Illkirch, labellisé « Strasbourg the Optimist » l'an dernier, abrite des laboratoires de pointe et des entreprises innovantes à deux pas d'un campus universitaire scientifique.

La Communauté urbaine de Strasbourg avait décidé, il y a trente ans, la création à Illkirch d'un espace dédié à l'enseignement supérieur scientifique, à la recherche et à la haute technologie. Son actuel président, Jacques Bigot, qui est aussi le maire d'Illkirch, a profité du 30^e anniversaire de cette infrastructure pour faire découvrir le Parc d'innovation comme on l'appelle encore aujourd'hui malgré son nouveau label adopté l'an dernier : « Strasbourg the Optimist ».

Un parc d'activité qui « crée une synergie, notamment en matière d'innovation, entre le campus universitaire d'Illkirch, les laboratoires de recherche et les entreprises », souligne-t-il. Une visite justifie également par le fait que « le grand public ignore souvent les activités de pointe » menées dans ces établissements. Parmi elles, Chemtoux, qui avait analysé les cheveux de Napoléon I^e, ou FIT, qui travaille sur l'internet du futur des objets.

Le campus voisin accueille 3 000



3 500 salariés côtoient 1 000 chercheurs – à proximité d'un campus qui accueille 3 500 étudiants – sur un site qui s'étend sur quelque 170 hectares.

Photo Jean-Marc Loos

citer Boiron, Altran, Transgène, Delphi, Quintiles, Météo France...

Le parc accueille également le siège social du pôle de compétitivité à vocation mondiale Biovalley et de Conectus Alsace, première société d'accélération du transfert de technologie.

150 millions d'investissements

Le parc dispose encore d'une quarantaine d'hectares libres pour les futures installations. Le Parc d'innovation international est l'un des sept projets phares du plan Strasbourg Eco 2020, la feuille de route stratégique adoptée par la Communauté urbaine de Strasbourg en octobre 2009, rappelle Jacques Bigot. Avec le campus d'Illkirch voisin, il bénéficiera d'une enveloppe de 150 millions d'euros dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir, qui prévoit aussi la construction de 400 logements pour accueillir les étudiants au pied de la station de tram.

Parmi les projets phares figure aussi la réalisation de l'Ease, une usine-école pour apprendre à travailler en salle blanche, ces locaux d'où l'on chasse les particules en suspension pour réaliser des produits technologiques dans de bonnes conditions. 3 500 stagiaires par an, dont 75 % en alternance, y seront accueillis.

Alvezio Buonasorte

Syndicat Le Medef Alsace en ordre de marche

Le Medef régional a passé en revue, mardi, les dossiers locaux comme nationaux, en donnant ses positions sur tous les sujets d'actualité économique.

Accord sur la compétitivité, crédit d'impôt pour les entreprises, mais aussi Fessenheim, le GCO et le conseil unique d'Alsace... Pour leur première conférence de presse, Jean-Jacques Leguay, président du Medef Alsace, et Jean-Claude Lasthaus, son délégué général, ont balayé tous les sujets d'actualité mardi, au siège du syndicat à Schiltigheim.

Alors que « les perspectives pour 2013 s'annoncent très difficiles », ils jugent « bon » l'accord national pour la compétitivité et l'emploi signé avec une partie des syndicats de salariés (CFDT, CFTC et CFE-CGC). « L'absolue priorité est d'éviter la fermeture des entreprises », rappelle Jean-Jacques Leguay, qui veut aussi « faire reculer la peur de l'embauche des entrepreneurs. Le Medef Alsace compte conseiller les entreprises alsaciennes sur les modalités d'application de cet accord à partir de mars, en attendant qu'il soit ratifié par le Parlement.

Oui au GCO et au CUA

Sur le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice), qui se traduit par un allègement de 20 milliards d'euros du coût du travail par an, l'avantage du syndicat patronal est plus nuancé. « C'est un avantage certain », indique le président régional, qui lui reproche tout de même un fonctionnement difficile à mettre en œuvre. Selon le Medef, le Cice ne « profitera pas aux entreprises en difficulté, dont l'industrie automobile en Alsace », ajoute-t-il.

Sailesh Gya

sace », « Il aurait fallu concentrer les 20 milliards sur l'industrie seulement, le compte n'y est pas », estime Jean-Jacques Leguay.

Le Medef Alsace, qui réunit désormais son conseil d'administration tous les deux mois, s'est aussi exprimé sur les dossiers régionaux. Déplorant la faible prise en compte de « l'impact économique de la fermeture » de la centrale nucléaire haut-rhinoise et de la hausse des prix de l'énergie, le syndicat patronal veut « défendre Fessenheim ».

Sur le Grand contournement ouest (GCO) de Strasbourg, Jean-Jacques Leguay indique que son organisation « ne peut qu'être en sa faveur ». Prenant exemple sur la création du Medef régional, il a aussi annoncé que le syndicat « va s'engager pour aider au mouvement de régionalisation » du conseil régional d'Alsace (CUA). Cette mobilisation passera par des réunions avec des chefs d'entreprises pour les inciter – ainsi que leurs salariés – à aller voter au référendum.